

FRANCE

- DUNKERQUE - La CGT sape la lutte p. 2
- Le PS attaque la classe ouvrière p. 2
- Police renforcée contre les ouvriers.. p. 3
- Demain le PS "ami des ouvriers"..... p. 3
- L'"affaire Manouchian" p. 3

INTERNATIONAL

- La classe ouvrière se bat partout..... p. 4
- en Israël, Iran, Afrique du Sud p. 5
- Syrie, pion du bloc U.S. p. 6
- L'Europe s'aligne derrière son bloc .. p. 6

POLEMIQUE

- Réponse au F.O.R. ("Alarme")..... p. 8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

LA RIPOSTE DES OUVRIERS

DE DUNKERQUE

NOUS MONTRE LE CHEMIN



ELARGISSONS LA LUTTE !

Ouvriers, camarades,

A deux reprises, à Lille et à Dunkerque, les ouvriers des chantiers navals se sont regroupés dans la rue pour manifester leur colère, leur refus des licenciements et du chômage. Malgré les appels au calme des syndicats, sans hésiter, ils ont refusé de se laisser intimider par les flics envoyés par le gouvernement socialiste, montrant ainsi leur détermination et leur refus de courber l'échine devant la logique du chômage, de misère et de répression de la bourgeoisie.

En agissant ainsi, les ouvriers de Dunkerque ont montré :

- qu'à l'inverse de ce que veulent nous faire croire le gouvernement et les syndicats, la classe ouvrière n'est ni résignée, ni passive ; au contraire, un mécontentement profond, une volonté de lutte existent et menacent de s'exprimer ouvertement en divers endroits ;
- que les ouvriers sont de moins en moins dupes de toutes les promesses mensongères et des discours sur la modernisation préparant des jours meilleurs, qu'ils sont de plus en plus conscients que les licenciements ne préparent rien d'autre que de nouveaux licenciements, comme les cures d'austérité n'annoncent que des cures encore plus sévères pour les ouvriers.

En agissant ainsi, les ouvriers de Dunkerque ont montré que les ouvriers n'ont rien à perdre et tout à gagner à se regrouper, s'unir pour agir ensemble, et chercher à s'opposer à l'attaque toujours plus importante de leurs conditions d'existence, malgré

et au-delà de la défiance et de l'hostilité légitimes que suscitent la présence et le travail de sape des syndicats, CGT en tête, dans toute action et regroupement d'ouvriers.

LA LUTTE DES OUVRIERS DE DUNKERQUE CONCERNE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

En effet, aujourd'hui, ce ne sont pas seulement 700 licenciements que le gouvernement socialiste veut imposer à Dunkerque, après avoir porté l'attaque la plus forte depuis la guerre contre les conditions de vie de la classe ouvrière, avec l'appui clair et net pendant 3 ans du PCF et de tous les syndicats.

Ce sont 770 licenciements à Trith-Saint-Léger, 3700 dans les chantiers navals, 10000 de plus dans la sidérurgie, 100000 dans l'automobile dont 21000 à Renault... tandis que la baisse des salaires, des allocations-chômage, s'accroît et que le financement des maigres allocations est supporté de plus en plus par les ouvriers encore au travail.

Pour mener à bien cette attaque contre toute la classe ouvrière, le gouvernement socialiste :
- entretient mensongèrement l'idée que le niveau de chômage tendrait à se stabiliser, que les efforts consentis aujourd'hui pour ce qu'il appelle la modernisation, demain porteront leurs fruits ;
- développe une campagne sur les congés de conversion qui, selon ses discours, doivent préparer aux emplois de demain, mais qui sont en fait destinés à masquer la réalité d'un chômage immédiat et à vie, là où des licenciements massifs doivent avoir lieu,

en particulier à Renault ;

- monte en épingle des commandes d'Etat à la Normed pour essayer de nous convaincre que les ouvriers des chantiers sont des privilégiés à la charge des autres ouvriers par l'impôt, alors que les seuls privilégiés sont les exploiters et les politiciens et pour tenter d'opposer les futurs licenciés des chantiers à ceux qui, pour quelques mois encore, y conserveront un emploi ;
- n'hésite pas à faire intervenir ses flics pour empêcher que les ouvriers mobilisés dans la rue n'aillent chercher la solidarité des ouvriers dans les usines voisines, et pour dissuader ces derniers de se joindre à l'action.

Pour mener à bien cette attaque, le gouvernement socialiste compte surtout sur le travail de sape, de démobilisation et de division des syndicats, en particulier la CGT, appuyée par le PCF.

- ce sont eux qui travaillent depuis des mois à émietter toute tentative de riposte ouvrière, à dégoûter de toute action à travers la multiplication de "journées d'action" sans lendemain, usine par usine, secteur par secteur, région par région ;

- ce sont eux qui canalisent la colère des ouvriers de Trith-St-Léger dans une opération de type "ville morte", coupant par là-même ces ouvriers de toute possibilité de jonction dans la lutte, avec les ouvriers d'autres secteurs et villes, ceux de Dunkerque en particulier ;

- ce sont eux qui tentent de détourner les ouvriers des vrais objectifs de lutte, comme à Renault, où ils multiplient les débrayages ponctuels contre la suppression d'une prime ou, à Billancourt, contre le renvoi d'un permanent du PCF, alors que ce sont 21000 licenciements qui sont prévus ;

- ce sont eux qui retiennent les ouvriers en colère avant les affrontements avec la police pour, après coup, s'en solidariser et dénoncer la répression ;
- ce sont eux qui s'efforcent en toute circonstance d'enfermer chaque lutte dans la défense de l'entreprise, du secteur, de la région, de convaincre les ouvriers qu'une solution économique, une victoire est possible à ce niveau, alors que c'est partout,

toutes les régions, que les ouvriers sont attaqués, alors que seule une action, une lutte qui s'élargit par delà les limites de l'entreprise, du secteur, de la région est à même de faire reculer le patronat et le gouvernement.

FAIRE RECULER L'ATTAQUE DE LA BOURGEOISIE EST POSSIBLE, A CONDITION DE NE PAS RESTER DANS L'EXPECTATIVE, DE NE PAS SE BATTRE ISOLEES, SEPARES LES LUNS DES AUTRES !

(suite p.2)

LE P.S. ATTAQUE

LA CLASSE OUVRIERE SANS REPIT

Il ne sera pas nécessaire d'attendre la rentrée de septembre pour que se dévoilent les "rituels" plans d'austérité. Il n'y a pas de temps mort dans l'attaque que mène le gouvernement de gauche :

- jamais les vagues de licenciements n'ont été aussi rapprochées, aussi intenses. Ce n'est plus 1 000, 2 000 ouvriers qu'on jette à la rue ici ou là, avec l'assentiment actif du PS ; ce n'est plus un secteur puis l'autre qui sont bousculés. C'est l'ensemble des plus fortes concentrations ouvrières qui sont attaquées massivement et de plein fouet en plein été.

- Jamais les conditions de vie de la classe ouvrière n'ont été aussi rapidement et fortement attaquées. Le PS au gouvernement déploie toute une panoplie de mesures à l'encontre des travailleurs : salaires, loyers,

sécurité sociale, indemnités de chômage, assurances... tout y passe.

Les mesures "d'accompagnement", les fameuses "méthodes douces" chères au gouvernement n'illusionnent même plus face à l'ampleur de l'attaque, comme en témoigne la colère ouvrière qui s'exprime ouvertement à Dunkerque et à Valenciennes.

Les médias apportent leur contribution à ce feu croisé contre les travailleurs, en essayant de dissimuler la responsabilité du PS dans cette politique. A Renault, c'est "la direction" qui décide unilatéralement de licencier ; pour la sidérurgie c'est la C.E.E. qui oblige à "réajuster" les plans.

Pour ce qui est de la construction navale, c'est le marché qui est déprimé...

(suite p.2)

AUJOURD'HUI, LE P.S. ATTAQUE LA CLASSE OUVRIERE SANS REPIT

(suite de la p.1)

● Les travailleurs doivent payer. Tel est le lieu commun de tous les plans qui tombent aujourd'hui. Et c'est le PS qui les a préparés, organisés, conjointement avec le patronat.

LE PS ET SON GOUVERNEMENT LICENCIANT

21 000 licenciés à Renault jusque là relativement épargnée. Certes, les retraités étaient de moins en moins remplacés, les travailleurs immigrés de plus en plus "encouragés à retourner au pays". Les campagnes immondes du PC et de la CGT visant à rattacher les travailleurs au sort de la Régie (de l'affaire Moskvitch à la succession de journées solidaires d'action (voir nos précédents articles), ont préparé le terrain qui devait permettre au PS de dévoiler ses plans sinistres à la veille des vacances.

Et l'attaque se poursuit : les travailleurs de Renault-Sandouville seront mis en chômage technique durant toute la dernière semaine de juillet, juste avant les congés. C'est la première fois qu'une telle décision est appliquée depuis la création de cette unité en 1964.

Juillet encore, nouvel engrenage de l'attaque : la direction annonce la réduction des deux tiers de la prime de septembre.

1 300 licenciements à Citroën, tous concentrés dans la région parisienne. Déjà en septembre 1984, 6 000 emplois avaient été supprimés. Pourtant à cette époque on présentait encore ces mesures comme une condition au "redressement" du groupe. Voilà le bénéfice des "restructurations en douceur" du gouvernement socialiste.

Dans la sidérurgie, les plans de "restructuration" sont révisés en vitesse : c'est sur deux ans et non plus trois que 10 000 suppressions d'emplois devront être effectuées.

Comme pour l'automobile, la navale, comme pour tous les secteurs, la perspective s'accélère de nouveaux licenciements, à terme, la fermeture de nombreux sites - Longwy, Dunkerque, Billancourt. Partout les déficits s'accroissent, les marchés se réduisent ; si une fraction ouvrière est encore épargnée aujourd'hui, c'est demain qu'elle sera martelée. Le PS n'hésitera pas entre le sort des "sureffectifs" ou le sort du capital national.

LE PS ATTAQUE LE NIVEAU DE VIE

Les licenciements, les fermetures d'entreprises ne sont pas le seul lot réservé aux travailleurs.

En deux mois, le PS a encore allongé, renforcé la liste de ses mesures pour acculer davantage les ouvriers, actifs ou chômeurs, à une misère croissante.

Il faut réduire les "coûts sociaux" de l'Etat, le PS prend les mesures nécessaires : il supprime l'allocation spéciale pour licenciement économique, il réduit les allocations sociales (maternité, remboursements médicaux...) Le minimum vieillesse et les allocations de retraite ont été revalorisés en juin -le gouvernement s'en est fort félicité- mais en réalité le pouvoir d'achat des retraités a chuté de 13 % entre 1981 et 84 avec une accélération en 1985. Le PS réduit les salaires, le SMIC est controversé. Il augmente les taxes automobiles de 3 % pour financer l'assurance-chômage ; il s'approprie à relever fortement les amendes pour financer la modernisation et la réorganisation de la police. Une police qui demain devra être à la hauteur des luttes ouvrières que va nécessairement engendrer cet assaut tous azimuts.

Partout, dans tous les domaines de leur vie quotidienne, les travailleurs sont désignés pour payer les frais de la crise.

T.U.C., C.F.R., UNEDIC... DE LA POUDRE AUX YEUX DES TRAVAILLEURS

Les T.U.C. dont le nombre ne cesse d'augmenter, puis les T.I.C. qui font leur apparition, ne parviennent plus à dégrossir suffisamment le nombre des chômeurs.

il est de plus en plus clair aux yeux de tous que ces méthodes visent essentiellement à pressurer encore un peu plus les salaires, à créer un réservoir de main d'oeuvre à bas prix. Mais cela ne suffit plus. Quand le gouvernement socialiste prend l'initiative d'attaquer aussi massivement, avec une telle ampleur, quand il décide de toucher en même temps Renault, Citroën, la sidérurgie, la navale, il se heurte nécessairement au danger d'une riposte incontrôlable.

Il lui faut au minimum enjoliver son attaque ; c'est tout le battage fait au sujet du "traitement social" des sureffectifs, au sujet de l'UNEDIC, du projet sur les C.F.R. Pour l'UNEDIC on fait miroiter un "relèvement substantiel" des allocations-chômage (1 800 francs mensuels au lieu de 1 200 !). C'est sur tous les travailleurs que reposera la facture : les cotisations UNEDIC sont relevées de 0,29 % pour les seuls salariés, avec l'accord de la plupart des syndicats.

Mais cela a encore valeur de test. Derrière cette mesure se profile une réforme de l'UNEDIC aux dépens des travailleurs : tous les arguments de "solidarité équitable" sont mis en jeu pour accompagner le rééquilibrage à 50 % pour les salariés, 50 % pour les entreprises des cotisations pour l'UNEDIC : le patronat, l'Etat paieront en moins, les ouvriers paieront de plus en plus.

Quant à la C.G.T. qui soi-disant dénonce aujourd'hui cet accord, faut-il rappeler que c'est sous le gouvernement PC-PS que les conditions de rémunérations des chômeurs ont notablement commencé à se dégrader (rabaissement de l'allocation de soutien pour les chômeurs "économiques", délais rallongés pour l'obtention des rémunérations).

Pour les C.F.R. ce n'est pas l'adoption par le conseil des ministres socialistes du 10 juillet des fameux C.F.R. qui va alléger la facture à payer par les travailleurs. Au contraire.

Avec les C.F.R., la "formation" des licenciés sera rémunérée à 65 % de leur salaire antérieur. Comment survivre avec 65 % d'un salaire déjà si bas, qui plus est, impossible. Ce n'est pas tout. Comme il n'y a pas de "licenciements secs", il n'y aura pas d'indemnités de licenciement.

Ces contrats seront négociés usine par usine par accord avec l'Etat. Comment ne pas y voir une planification des licenciements visant à isoler les travailleurs, à traiter séparément une fraction puis l'autre d'un même secteur.

Avec les CFR, le gouvernement socialiste facilite les modalités de licenciements et cherche à décourager du même coup toute velléité de résistance ouvrière contre ceux-ci en les étalant dans le temps : c'est au bout d'un an que la sanction tombera individuellement sur chaque travailleur. Pendant ce temps, ces licenciés ne seront pas comptabilisés parmi les chômeurs.

On comprend mieux aujourd'hui le rejet du projet sur la "flexibilité" de l'emploi. Il n'était pas assez adéquat pour faire face aux milliers de licenciés des secteurs concentrés de l'industrie.

Voilà comment, sous prétexte de "faire du social", le gouvernement socialiste surcharge ses plans d'attaque tout en essayant de repousser la confrontation avec les ouvriers. Toute la bourgeoisie applaudit à ce projet par la bouche d'un éminent journal du patronat, la Tribune de l'Economie, du 26 juin : "De Renault aux équipements automobiles en passant par les chantiers navals et bien d'autres, les plans de licenciements n'attendent que l'assurance des congés-conversion pour prendre effet. S'en priver, c'est s'exposer à des troubles sociaux profonds."

La C.G.T. a beau jeu de "rejeter" soi-disant les C.F.R. Dans la pratique, par exemple à la Chapelle-Darblay (vieux symbole de la lutte de la C.G.T.), celle-ci s'associe à la direction de l'entreprise pour créer une structure interne permettant la mise en forme d'un plan d'accompagnement des 250 suppressions d'emplois à venir.

Ce que doit démontrer aux ouvriers la situation, en cette période estivale qu'on dit de pause sociale, c'est que l'attaque bourgeoise s'accélère. Ce qu'on voit dès aujourd'hui de cette accélération annonce une ampleur d'agression bourgeoise sans précédent dans les années antérieures. Non seulement, la classe ouvrière ne saurait plus nourrir aucune illusion sur l'avenir que le capitalisme lui dessine, mais encore elle ne peut plus se minimiser un seul moment l'énormité du combat qu'elle va nécessairement devoir soutenir à terme pour ainsi dire immédiat. Lutter pied à pied, se préparer à résister pas à pas à toute la bourgeoisie unie de la droite à la gauche dans une même détermination à attaquer l'ensemble du prolétariat, voilà la perspective réelle, réaliste des ouvriers. C'est la seule, il n'y en a pas d'autre. Toute hésitation, toute crainte de lutter sera dès maintenant fatale pour le prolétariat ; ce serait un luxe que le prolétariat ne peut plus se payer, car la bourgeoisie, elle, montre qu'elle ne renoncera plus à chercher la défaite complète de la classe ouvrière. Il la lui faut. Ouvriers, il faut unifier votre force, faire front contre celui des forces bourgeoises, ses partis et ses syndicats.

MO

LA C.G.T. TRAVAILLE A SAPER LA LUTTE

● Lorsque le 28 juin la CGT organise un déplacement à Lille des ouvriers de la NORMED, pour "faire pression" sur le gouvernement afin d'éviter de nouveaux licenciements dans la construction navale, elle ne s'attend probablement pas à ce que les ouvriers se déplacent aussi nombreux à une journée d'action justement destinée à être sans lendemain et à faire que les ouvriers se résignent.

Lorsque, devant l'Hotel de Ville, les ouvriers laissent éclater leur colère face à l'annonce de nouveaux licenciements dans la construction navale, elle fait tout pour les retenir, mais n'y parvient pas, malgré sa promesse que les négociations sont engagées dans une bonne voie. De violents affrontements avec les forces de police qui encadrent les ouvriers, font plusieurs dizaines de blessés.

Alors que, depuis cet épisode, la colère des ouvriers des chantiers navals à Dunkerque ne retombe pas, la CGT tente de la désamorcer en mettant en avant de soi-disantes promesses pour de nouvelles commandes.

Le 16 juillet, la Direction annonce 900 licenciements pour le site de Dunkerque; la colère ne tarde pas à monter de nouveau. Sentant cela et afin qu'elle ne donne pas lieu à des mouvements qui échappent à son contrôle, la CGT improvise un meeting, l'intersyndicale se rend en délégation à la sous-préfecture pour réclamer de nouvelles négociations, pour faire croire mensongèrement qu'il serait ainsi possible d'obtenir quelque chose. Les ouvriers ne sont pas dupes et s'affrontent quatre heures durant, très violemment aux forces de police, faisant 38 blessés, dont certains très sérieusement dans leurs rangs.

Face à cette montée du mécontentement qui tend de plus en plus à s'exprimer ouvertement, dans des actions où se rassemblent les ouvriers, la CGT est contrainte d'ajuster son discours pour "coller" à la situation : ainsi, c'est Sainjon qui déclare dans un meeting le 18 juillet devant les portes de l'usine :

"Si les travailleurs décident d'élever le niveau de leur lutte, décident d'aller jusqu'à l'occupation de leur lieu de travail. La CGT sera avec eux".

En effet, il n'y a pas d'illusion à se faire, la CGT sera toujours là, non pas avec les ouvriers, mais parmi eux et contre eux, toujours pour les tirer en arrière ou mener leurs luttes vers des impasses comme l'enfermement dans l'usine occupée, alors qu'il s'agit d'étendre le mouvement !

Y.M

LA RIPOSTE DES OUVRIERS DE DUNKERQUE NOUS MONTRE LE CHEMIN

(suite de la p.1)

OUVRIERS DES CHANTIERS NAVALS !

Pour faire déboucher votre détermination à refuser la logique capitaliste, ne restez pas seuls, enfermés sur le chantier naval, à Dunkerque.

- Allez massivement trouver les ouvriers d'Usinor. Appelez-les à rentrer en lutte sur leurs revendications, en solidarité avec vous.

- Allez massivement à la rencontre des ouvriers de Trith-St-Léger en butte aux licenciements, menez des actions communes.

- Allez ensemble massivement, aux usines Renault de Douai, pour affirmer votre soutien à toute action qu'ils entreprendront pour défendre leurs revendications et obtenir leur solidarité active.

OUVRIERS DES USINES RENAULT !

Ne cédez pas à l'attentisme par dégoût et méfiance des "actions" et des magouilles syndicales. Uti-

lisez au contraire toute occasion de vous regrouper pour agir ensemble pour la défense de vos intérêts d'ouvriers, malgré et contre les objectifs syndicaux. Avec les ouvriers des chantiers navals, en même temps qu'eux, si possible.

OUVRIERS ACTIFS, OUVRIERS AU CHOMAGE !

La bourgeoisie est forte de notre isolement. Dans le passé, trop de luttes sont restées isolées : à Talbot, dans la sidérurgie, les chantiers navals, à Citroën, à Creusot-Loire et Duellier. La bourgeoisie est forte de notre passivité. Ne pas lutter, c'est laisser libre cours à son attaque, qu'elle accentue encore en cette période de vacances.

Des secteurs de la classe ouvrière réagissent. Partout vous devez vous sentir solidaires et l'exprimer activement, avec les travailleurs en lutte, en brisant la division et l'isolement entretenus par les syndicats.

Le 20 juillet 85

CCI

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi, nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou des kiosques et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

DEMAIN DANS L'OPPOSITION, IL SE PRETENDRA L'AMI DES OUVRIERS

● Ceux qui ont suscité tant d'illusions au sein de la classe ouvrière dans les années 70, ceux qui lui promettaient de mettre fin à la politique "réactionnaire" de la droite, ceux qui lui promettaient la fin des souffrances, celle des fins de mois difficiles, des retraites misérables et pourquoi pas, la fin de l'exploitation, sont ceux qui assènent depuis 4 ans, les coups les plus durs qu'aient pu connaître les générations actuelles d'ouvriers.

Ceux-là, c'est le PS et son gouvernement. Et alors qu'ils accentuent et élargissent au maximum leurs attaques contre la classe ouvrière (cf article dans ce numéro), alors que la colère gronde de plus en plus dans les rangs ouvriers et qu'il devient de plus en plus problématique de la canaliser, de la dévoyer, de l'étouffer, voilà qu'on assiste à un remue-ménage depuis deux mois au sein du PS lui-même. On nous fait part d'un conflit entre Fabius et Jospin (ce dernier étant même allé jusqu'à mettre sa démission sur la table). Il y aurait un certain malaise dans le Parti... et même de la grogne.

Serait-ce une querelle de chefs, une lutte d'influence, comme tente de nous le présenter la presse bourgeoise ?

Bien sûr que non ! Pour le PS, aujourd'hui que la politique gouvernementale est plus que jamais, ouvertement anti-ouvrière, la question est d'abord de ne pas y laisser sa peau. Ce parti que la bourgeoisie a eu tant de mal à mettre en place aux lendemains de mai 68 pour encadrer les luttes ouvrières renais-

santes, voit sa crédibilité au sein de la classe ouvrière (et donc sa capacité de jouer le rôle qui lui est dévolu,) fondre comme neige au soleil.

Si aujourd'hui il lui est impossible de rejeter la politique anti-ouvrière dont il a la responsabilité au gouvernement, par contre, son souci le plus pressant, c'est de se débarrasser du fardeau de la gestion du capital français en crise.

Et c'est bien de cela dont il s'agit à travers le remue-ménage actuel en son sein : tout faire pour retourner dans l'opposition, place qu'occupent tous les grands partis de gauche en Europe, dans les années 80, et que le PS (comme le PC) n'aurait jamais dû quitter s'il n'y avait eu la malencontreuse (pour la bourgeoisie) élection de Mitterrand en mai 81 (voir nos analyses dans RI et la Revue Internationale après les élections de 1981).

C'est la préparation à ce retour dans l'opposition que les socialistes accélèrent aujourd'hui :

- à travers le débat Fabius-Jospin, dans lequel Jospin définit son parti comme "pôle de rassemblement" des "forces populaires", alors que Fabius pourrait se laisser aller à des alliances à droite, avec son "front républicain" ;

C'est Mitterrand lui-même qui a tranché définitivement la question le 10 juillet dernier : "On ne peut pas demander à Jospin de gouverner avec une majorité de droite". "Pas de confusion politique", comme il dit.

La barre est à gauche toute pour le PS.

-A travers la formation des listes, en vue des élections législatives (170 candidats), qui ne sont pas l'aveu d'un échec (comme veulent le faire croire les autres partis bourgeois), mais la préparation consciente de la "défaite" en 86.

- A travers les "grandes orientations programmatiques" qui font réapparaître un langage "de gauche", voir "révolutionnaire" que l'on a connu il y a quelques années, et qui a été mis au placard par la force des choses.

C'est ainsi qu'on entend Poperen dire : "C'est au PS qu'incombe la tâche de rassembler le "peuple de gauche" ou encore mieux Fajardie : "Les socialistes sont réunis par la volonté de contribuer à l'abolition du régime capitaliste pour libérer les hommes."

Pour la classe ouvrière, il doit être clair que le PS fait tout pour retourner dans l'opposition, et que pour lui, comme pour l'ensemble de la bourgeoisie, c'est un problème crucial et urgent.

Il s'agit de ralentir l'hémorragie pour ce qui est de son influence auprès des ouvriers pour pouvoir, demain, dans l'opposition à un gouvernement de droite, radicaliser son langage et se représenter comme leur défenseur acharné, rejoignant ainsi le PC afin de tenter d'encadrer et saboter leur lutte.

Ce n'est pas un hasard si c'est aujourd'hui, pendant que le gouvernement abat ses mesures insoutenables contre la classe ouvrière, pendant que le PC et la CGT se démenent sur le terrain des luttes pour faire leur sale besogne, que le PS accélère ses manœuvres en vue de se débarrasser des responsabilités gouvernementales.

La méfiance justifiée qu'ont les ouvriers vis-à-vis des partis de gauche et des syndicats, ils ne doivent pas seulement l'entretenir, mais la transformer en un rejet de ceux-ci et même en un combat contre eux, car ce sont leurs plus dangereux ennemis.

J.E.

LA POLICE RENFORCEE ... CONTRE LES LUTTES OUVRIERES

● Le PS et son gouvernement socialiste-aura au moins réussi à faire l'unanimité de toutes les fractions bourgeoises sans exception : toutes se reconnaissent dans le plan de "modernisation" et de réorganisation de la police nationale française :

"Ce plan constitue un effort sans précédent dans l'histoire de la police nationale. Il correspond à des besoins si clairs et reconnus qu'il sera réalisé, quels que soient les résultats des prochaines élections. Ce n'est pas un pari, c'est une certitude absolue." (Pierre Joxe, cité par Libération du 27.6)

5 milliards 340 millions vont donc être alloués contre "la petite délinquance", "le terrorisme", les assassins de vieilles dames", bref, pour la "SECURITE".

LA SECURITE DE LA BOURGEOISIE ...

Pour qui renforce-t-on la police ?

Qui craint quoi ?

Est-ce que les ouvriers de Dunkerque, des Minguettes, de Renault craignent les "délinquants", les "assassins" et les "terroristes" ? Pas plus que les accidents de voiture ou le cancer. Pourtant les ouvriers connaissent l'insécurité. C'est celle de leurs conditions de vie, la menace d'être licencié, le chômage. Ils la craignent d'autant plus que les licenciements sont massifs, que la baisse des allocations de chômage laissent les ouvriers sans ressource

ces et à la merci des lendemains.

En France, comme ailleurs, les ouvriers sont de plus en plus confrontés au problème de ne plus rien avoir à perdre. La colère ouvrière ne cesse de monter, la crainte de l'avenir devient un facteur explosif.

Et "l'insécurité" de la bourgeoisie, c'est la lutte de la classe ouvrière. C'est pour cela qu'elle renforce la police, pour SA sécurité, pour son ordre, pour son profit.

... CONTRE LA COLERE OUVRIERE

Ce renforcement ne se passe pas aujourd'hui, et en France, par hasard :

- non seulement le gouvernement est obligé d'attaquer massivement la classe ouvrière, mais il doit le faire dans les concentrations ouvrières, et particulièrement dans la région parisienne;

- non seulement le gouvernement s'attaque aux puissantes concentrations ouvrières, mais il doit le faire alors que la classe ouvrière éprouve une défiance grandissante vis-à-vis de la gauche et des syndicats.

Or c'est ces mêmes partis de gauche et syndicats qui ont pour fonction de tenter de contrôler, encadrer, épuiser la colère ouvrière.

Alors la bourgeoisie huile au mieux son appareil de répression : elle se prépare à être opérationnel-

le promptement et partout au moindre mouvement social.

UNE POLICE OPERATIONNELLE

Pour le faire, elle va libérer les policiers de leurs commissariats et de la "paperasse". Des appelés du contingent pourront remplir ces tâches, et ainsi les policiers pourront faire leur travail plus musclé, et intervenir rapidement à la première occasion.

Ensuite, les fichiers informatisés permettront immédiatement de repérer, contrôler, les éléments "incontrôlables", c'est-à-dire, les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière qui seront dénoncés, comme "délinquants", "terroristes".

Et puis, enfin, le développement de l'flotage va permettre leur présence partout, dans chaque quartier ouvrier, dans chaque concentration ouvrière.

Toute cette "modernisation", veut dire que la police de la bourgeoisie sera PARTOUT, et en PERMANENCE là où existe le danger de la lutte de classe.

Toute cette "réorganisation" ne vise en aucun cas la "délinquance", le "terrorisme". C'est la lutte de classe que la bourgeoisie se prépare dès aujourd'hui à affronter.

CL

AFFAIRE MANOUCHIAN : LA BOURGEOISIE CELEBRE LA GUERRE

● Peu de films ont bénéficié d'une promotion comme celle dont a bénéficié le film de Mosco : "Des terroristes à la retraite". Depuis des mois, c'est un véritable feuilleton avec les rebondissements les plus "haletants", et une véritable douche écossaise : passera, passera pas ?

Tout le monde s'y est mis. Chaque fraction, chaque parti de la bourgeoisie a participé à cette promotion : le PS déléguant ses intellectuels puant l'humanisme à bon marché pour lancer l'affaire, la droite venant apporter ses témoignages éclairés sur cette "période difficile", et bien sûr, le PC, scandalisé qu'on puisse remettre en question sa "participation héroïque" à la libération de la France.

Effectivement, il n'y a aucun doute à avoir sur le zèle patriotique du PCF, et sa capacité à défendre les intérêts de la nation. Il l'a amplement prouvé durant les 50 dernières années et continue à le prouver encore aujourd'hui contre la classe ouvrière.

Mais en l'occurrence, la question de fond n'était pas là avec l'affaire Manouchian. Si chaque fraction a joué un rôle différent, toutes ont joué la même pièce, toutes ont recherché le même but : faire que ce film et le débat qui l'a suivi, soient vus par le maximum de personnes. D'ailleurs, les "sanglants" débats qui avaient servi à appâter les téléspectateurs, ont totalement disparu le

soir de la diffusion du film. Au contraire, on a assisté ce soir là, à une merveilleuse "unanimité" de tous les partis pour glorifier la seconde boucherie impérialiste mondiale et particulièrement la Résistance, pour glorifier la période la plus noire qu'a connue la classe ouvrière au cours du 20^è siècle et qu'elle a payée par des millions de morts.

Et Chaban-Delmas de déclarer, au nom de tous les autres et avec le cynisme le plus écoeurant dont est capable la bourgeoisie : "La Résistance a été une extraordinaire explosion de jeunesse".

Et Lederman, sénateur du PCF, de surenchérir sur la "grandeur" de cette période et l'héroïsme des combattants pour qu'enfin Pineau (grand responsable de la Résistance), se souvienne avec nostalgie de ces moments "bénis" ou s'était faite "l'union des français" contre l'ennemi nazi.

A travers l'orchestration de cette campagne idéologique, il s'agit tout d'abord, comme le disait un commentateur de la presse bourgeoise, de "réconcilier le peuple français avec son histoire", en d'autres termes, il faudrait que les ouvriers se souviennent "avec fierté", des périodes durant lesquelles ils étaient enrégimentés derrière leur bourgeoisie, "leur" drapeau national, et massacrés par millions.

Il s'agit aussi d'instiller le poison de "l'union nationale", de l'union de tous les fran-

çais autour de l'intérêt suprême de la nation en faisant abstraction des antagonismes et, pourquoi pas, de la lutte de classe.

Les ouvriers devraient taire leur colère, accepter d'être de plus en plus exploités et qui plus est, ils devraient faire cause commune avec leur pire ennemi : la bourgeoisie.

C'est ce même message que Mitterrand et son gouvernement, comme leurs prédécesseurs, répètent régulièrement à chaque fois qu'ils assènent des coups de plus en plus durs à la classe ouvrière : "Souffrez, c'est pour l'intérêt du pays !"

"Si par malheur la guerre éclatait, je leur (il s'agit des jeunes ouvriers d'aujourd'hui) fais entièrement confiance." Chaban-Delmas a osé ainsi dire ce à quoi la bourgeoisie veut aboutir : demander à la classe ouvrière le sacrifice suprême si l'intérêt de la nation, c'est-à-dire du capital, l'exige.

Et Lederman (PCF) pouvait arborer un sourire radieux à la fin de l'émission, son parti a été salué et reconnu comme le "parti de combat", celui qui a été indispensable sur le terrain pour envoyer les ouvriers à la boucherie, comme il l'est aujourd'hui pour saboter leur lutte.

En ce sens, il mérite de la France !

JE

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

C'EST PARTOUT QUE SE BAT LA CLASSE OUVRIERE

OUVRIERS, CAMARADES, VOUS N'ETES PAS SEULS !

Depuis des années, la bourgeoisie française profite de la dispersion des ouvriers pendant les vacances pour faire passer licenciements et mesures d'austérité. Cette année, c'est pire que jamais. Entre Renault et ses sous-traitants, la sidérurgie et les chantiers navals, pour ne pas parler des milliers de PME en faillite, des dizaines de milliers de nouveaux licenciements pointent déjà à l'horizon. Combien d'ouvriers se demandent si en rentrant de vacances ils ne vont pas trouver les portes de leur usine fermée ? Combien d'ouvriers de Renault qui ne se demandent si, à la rentrée, ils ne trouveront pas l'avis de licenciement sous le paillason et les cages à rats aux portes de Cléon, Flins, Billancourt, comme à Citroën l'an passé ?

Il n'y a pas un seul ouvrier qui ne se demande : comment pouvons-nous réagir ? Surtout, quand l'expérience nous montre que moins nous résistons, plus nous sommes affaiblis, moins nous serons capables de résister dans le futur. Il n'y a pas un seul ouvrier qui ne se dit pas : si nous ne résistons pas, quel sera l'avenir de nos enfants dans un monde qui n'a pas d'autre perspective que le chômage et la misère ?

Comment résister ? Et d'abord, la résistance sert-elle à quelque chose ? La bourgeoisie, pour sa part, fait tout son possible pour renforcer les idées de l'isolement et de la faiblesse des ouvriers. Ses médias ne soufflent pas un mot sur la résistance ouvrière dans d'autres pays ; ils ne nous parlent que de l'effort et des sacrifices nécessaires pour maintenir la compétitivité des entreprises françaises. Quant aux syndicats, il n'y a guère un jour qui passe sans qu'ils n'appellent une fraction de la classe ouvrière à manifester, à "résister" mais chaque fois de façon isolée et face à la maigre mobilisation de ces soi-disants "journées d'action", les syndicats ont beau jeu de faire croire que les ouvriers sont impuissants, qu'il n'y a que les syndicats qui luttent pour eux.

Camarades, ce ne sont que des mensonges ! Déjà en septembre 83, toute la presse bourgeoise a gardé le silence total sur la grève de 900 000 travailleurs en Belgique. Aujourd'hui, quand la presse nous parle du terrorisme basque en Espagne, c'est pour NE PAS PARLER des luttes massives dans les chantiers navals, les postes ou la sidérurgie ; quand elle nous parle de la "jeune démocratie" au Brésil, c'est pour NE PAS PARLER des luttes dans la métallurgie à Sao-Paulo ; quand elle nous parle du fanatisme religieux des Hezbollah et des Pasdarans de Khomeini, c'est pour NE PAS PARLER des véritables combats des ouvriers iraniens contre ces mêmes Pasdarans.

Quant aux "journées d'action" syndicales, leur but n'est pas de rassembler les ouvriers, bien au contraire. Toutes les manifestations où "les Renault", "les E.D.F.", les postiers, les chômeurs sont appelés à marcher séparés, isolés, où tout est fait pour qu'un minimum d'ouvriers y participent, ne font que révéler la peur de la bourgeoisie devant les dangers d'un rassemblement MASSIF d'ouvriers prêts à se battre. Quelle est l'une des principales difficultés que rencontre la classe ouvrière ? la division et l'isolement. Quelle est sa plus grande force ? la solidarité.

Camarades, vous n'êtes pas seuls ! A travers le monde entier, les ouvriers cherchent le chemin de cette solidarité qui fait leur force.

Dans la lutte des employés de l'industrie hôtelière à New-York, dès le départ, ceux-ci utilisent les armes de la manifestation, du piquet, de l'assemblée MASSIFS ; la solidarité doit être ACTIVE, TOUS doivent participer aux décisions et à l'action. En manifestant dans les quartiers ouvriers, les grévistes montrent que la lutte doit s'étendre, la solidarité doit être MASSIVE. Les quêtes de soutien, les déclarations de solidarité syndicales, ne sont que des moyens d'isolement. La véritable solidarité, c'est l'extension de la lutte. La réaction du syndicat à New-York est tout aussi significative : les deux mots d'ordre syndicaux sont "rentrerez chez vous, on s'occupe de tout" et "vous n'avez pas besoin du soutien des autres ouvriers".

Rappelez-vous camarades, que ce sont exactement les mêmes mots d'ordre qu'a utilisés le NUM afin d'isoler la grève des mineurs anglais, d'empêcher son extension vers les docks, la sidérurgie et les chemins de fer.

La solidarité, c'est aussi pouvoir apprendre de l'expérience du prolétariat international, de ses frères de classe dans le monde entier : tirer les leçons des défaites passées, c'est les transformer en jalons de la victoire finale. Comme les sidérurgistes de Sagunto en Espagne (cf RI no 133) qui se sont relevés d'une longue lutte défaite pour participer aux combats des ouvriers agricoles. Comme ces chômeurs de Hambourg qui ont transformé la défaite initiale du licenciement en une détermination accrue au combat.

Les ouvriers se battent partout dans le monde. Même dans les pays scandinaves, autrefois vantés comme modèles de paix sociale, les luttes ont été ininterrompues depuis des mois. Partout, les grèves, les manifestations se placent sur le même terrain, défense des intérêts vitaux de la classe ouvrière, contre les baisses de salaires, contre les licenciements. Partout, la même question se pose : où puiser notre force, comment étendre la lutte ? L'erreur fatale, c'est de se laisser enfermer dans la corporation, l'usine ou la région. Partout, les

ouvriers se heurtent au même obstacle : les syndicats qui demandent qu'on les laisse s'occuper de "l'organisation" du combat, et que les ouvriers restent chez eux, qui font tout pour que les ouvriers restent sur le terrain de la défense de l'économie nationale, d'une "autre" gestion plutôt que défendre leurs intérêts propres.

Mais si les conditions sont mûres, pour que la SIMULTANÉITE INTERNATIONALE actuelle des combats prolétariens devienne une réelle SOLIDARITE ACTIVE CONSCIENTE, la réponse de la bourgeoisie montre la taille des enjeux. Dès que la résistance ouvrière se relâche, la répression impitoyable s'abat sur ceux qui ont osé défier les intérêts de la classe dominante. En Angleterre, la défaite de la grève des mineurs a été suivie par 40 000 licenciements ;

Jes centaines de mineurs sont encore en prison. En Suède, les grévistes de Stalldalen sont licenciés, amenés devant le tribunal du travail. Au Danemark, la fin de la grève d'avril dernier s'est terminée avec des amendes contre les grévistes.

Ce qui est en jeu, n'est plus simplement la résistance au jour le jour contre l'austérité bourgeoise, mais la capacité des ouvriers à opposer LEUR perspective à celle de la classe dominante. Pour les ouvriers d'Iran et d'Israël, la perspective bourgeoise est déjà une réalité présente : un monde de massacres et de barbarie sans fin. Dans ces pays, le lien entre la résistance contre l'austérité et la résistance contre la guerre apparaît en plein jour. Cependant, si ces combats s'inscrivent pleinement dans la vague de reprise des luttes dans le monde, ce n'est pas dans ces pays qu'auront lieu les affrontements décisifs. C'est dans les pays les plus industrialisés, et surtout en Europe occidentale, là où le prolétariat est le plus concentré, là où il a la plus grande expérience et est confronté à la bourgeoisie la plus forte que se trouve l'épicentre du combat.

Aujourd'hui, la classe ouvrière n'a rien à attendre de la classe dominante ; chaque jour, les mesures d'austérité et les licenciements tombent. Face à ces attaques, la classe ouvrière mondiale -notamment en Europe- a commencé donc à répondre. Cette réponse doit aller plus loin. Il faut que la résistance aux attaques de la bourgeoisie ne soit plus éparpillée, scindée par les fausses divisions et l'isolement qu'entretenaient tant les syndicats (par métier, région, nation).

Il faut, tout au contraire UNIR ses forces, NE PAS SE BATTRE ISOLEES. Pour cela, il faut ETENDRE LA LUTTE, en recherchant la SOLIDARITE ACTIVE envers tous ses frères de classe.

Face à une bourgeoisie mondiale qui unit toutes ses forces contre le prolétariat, il n'y a pas d'autre moyen pour celui-ci que d'opposer un front de luttes MASSIVES, UNIES.

"De l'issue de cette bataille dépend la capacité du prolétariat à accomplir une action politique de masse, qui fasse reculer momentanément la bourgeoisie dans son attaque contre le prolétariat, et surtout qui permettra l'ouverture, grâce à la généralisation de son combat, de la perspective de l'assaut révolutionnaire du prolétariat contre le capitalisme, de sa destruction et de l'avènement du communisme Pas moins"

(Revue Internationale no42)

J.L

UNE MEME CLASSE, UN MEME COMBAT

ALLEMAGNE

Un groupe de quelques centaines de chômeurs a voulu participer à la manifestation du 1er mai à Hambourg. Ils voulaient se joindre au cortège des actifs, mais...en dehors du contrôle syndical. La réaction ne s'est pas faite attendre : "Vous pouvez participer à la manifestation, mais chacun derrière la banderole syndicale de son ancien métier". Les chômeurs ont refusé cette tentative de dispersion. Pendant la manifestation, ils ont essayé d'en prendre la tête, unis et contre les syndicats. Les syndicats, eux, ont répondu en appelant la police. Tandis que cette dernière refoulait par la force les chômeurs, le service d'ordre syndical s'occupait à empêcher toute expression de solidarité de la part des actifs dans la manifestation.

GRANDE-BRETAGNE

La défaite de la longue grève des mineurs n'a pas empêché la classe ouvrière anglaise de continuer à se battre.

Des grèves contre les licenciements ont éclaté dans une usine métallurgique de Speake (Liverpool), dans les chantiers navals de Rosyth (Ecosse), à Newcastle dans l'usine de cigarettes Wills, tandis que dans la même ville les conducteurs de métro ont fait grève pendant deux semaines. La grève menace dans les chemins de fer contre les baisses de salaires et les équipes "flexibles". Dans les mines, surtout dans le Pays de Galles, il y a des grèves pour la libération des mineurs emprisonnés.

SCANDINAVIE:

DANEMARK - Il y a quatre mois éclatait au Danemark la première grève générale depuis les années 20. Depuis, il y a des grèves tous les jours, dans tous les secteurs de la classe ouvrière. Parmi les plus importantes, la lutte des ouvriers des brasseries Carlsberg et Tuborg à Copenhague a duré pendant presque trois mois, contre les consignes syndicales. Les ouvriers des brasseries étaient parmi les plus combattifs pendant la grève de février. Puisque leur grève n'avait pas le soutien "légal" et "officiel" des syndicats, le tribunal du travail a imposé des amendes aux grévistes, d'un montant total de 12,5 millions de couronnes. Le 5 juillet, le tribunal a encore imposé 5 000 couronnes d'amende à

chaque gréviste. La même tactique est utilisée contre les ouvriers des raffineries de Arhus.

NORVEGE - Des grèves ont éclaté sur la plateforme pétrolière Ekofisk en mer du Nord. Les grévistes ont trouvé un soutien dans les actions de solidarité menées sur d'autres plateformes, et parmi les ouvriers des installations pétrolières sur terre.

SUEDE - Depuis le début juin, la compagnie des transports routiers "B T" à Mjølby a vu trois grèves dans l'espace d'une semaine. L'usine Electrolux près de Goteborg, a également été frappée par des grèves. A Stalldalen, dans le Bergslagen -la plus grande région industrielle du pays- une grève a éclaté pendant une semaine. Après quatre jours, la direction a fait appel à des jaunes, mais ces derniers n'ont pas osé rester plus qu'une demi-journée ; le cinquième jour, la direction a licencié les grévistes en les amenant devant le tribunal de travail.

CHINE

Au mois de mai dernier, selon les chiffres officiels, les prix des produits alimentaires de première nécessité ont augmenté de 35 % et d'après les rares informations qui ont filtré, le prix du poisson a plus que doublé en un seul jour.

Pour "accompagner" ces mesures d'austérité brutales, le gouvernement a versé une prime mensuelle de "vie chère" de 7,5 yuans (2,6 \$) uniquement aux travailleurs des grandes villes et particulièrement à Pékin où depuis quelques mois apparaissent des luttes comme la grève du zèle des chauffeurs de bus dont on a appris l'existence malgré le black-out quasi-total que fait la bourgeoisie sur l'information, particulièrement en ce qui concerne les luttes ouvrières.

Par ailleurs, les ouvriers de cinq importantes usines de pêche de Tanggu, près du port de Tianjin, ont manifesté pendant trois jours contre la discrimination qui les touchait, le gouvernement ayant fait l'économie de cette prime de "vie chère" pour les villes de moindre importance. Le 13 juin, 2000 à 3000 d'entre eux se sont groupés devant le siège du gouvernement au centre de la ville, pour demander l'augmentation de leur salaire et une prime eux aussi.

Le gouvernement a envoyé les forces de police

contre les manifestants, il y a eu des heurts violents, plusieurs blessés. Plus d'un millier de manifestants ont été arrêtés et la plupart renvoyés dans leur campagne d'origine qu'ils avaient dû quitter faute de travail.

GREVE DANS L'INDUSTRIE HOTELIERE A NEW-YORK

Le 1er juin dernier, les principaux hôtels de New-York ont été paralysés par une grève de 14 employés. Ceux-ci sont parmi les plus mal payés du pays.

Quand la grève a commencé, les ouvriers ont tout de suite établi des piquets massifs et bruyants, ont manifesté par milliers allant d'un hôtel à un autre et bloquant la circulation en ville.

Après le meeting organisé par le syndicat (Central Labour Council), plusieurs milliers d'ouvriers ont marché à travers le quartier des entreprises textiles provoquant les applaudissements et le soutien des autres ouvriers. De son côté, le syndicat a fait tout son possible pour désamorcer cette combativité et étouffer la lutte en préconisant des piquets réduits à la place des piquets massifs et en empêchant tout rassemblement important sous prétexte que c'était l'heure des négociations et qu'il faut attendre la ratification de l'accord final. Le chef du syndicat a même osé dire aux grévistes qu'ils étaient si forts qu'ils n'avaient pas besoin du soutien des autres ouvriers ! (sic !).

BRESIL

La "jeune démocratie" brésilienne montre encore son vrai visage : attaques violentes contre la classe ouvrière, développement du chômage et de la misère.

Après les grandes grèves ouvrières de mars dans la région de Sao-Paulo, ce mois de juillet est marqué par une grève générale illimitée, entamée depuis deux semaines par 100 000 employés des services de Santé à travers tout le pays. Ce secteur est quasiment paralysé puisque la grève implique 80 % des employés, à tel point que le gouverneur de Rio a décrété l'état d'urgence et demandé l'assistance des services médicaux de l'armée.

La combativité des ouvriers est telle que le ministre de la Santé s'est inquiété de leur "attitude radicale, inflexible."

ISRAËL LES OUVRIERS EN LUTTE CONTRE "LEUR ETAT"

Lundi 1er juillet : le gouvernement israélien utilise pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël une procédure d'exception appelé "état d'urgence économique" suspendant les accords salariaux en cours. Cette mesure met en place une baisse de salaires de 12 à 40 % ; le licenciement de 10 000 fonctionnaires ; l'augmentation des prix allant de 17 à 100 % !

Lundi soir : plusieurs centaines de manifestants des quartiers pauvres de Jérusalem se rassemblent aux cris de "A bas Pérès !", "du pain, du travail !", "Israël, Etat policier !". La police intervient pour disperser la manifestation. La Centrale syndicale Histadrout appelle immédiatement à une grève générale de 24 heures dès le lendemain : il serait dangereux que les "incidents" survenus se généralisent.

Mardi 2 juillet : la grève générale est massivement suivie par 90 % de la population active. Administration et services publics ont fermé leurs portes. Employés de banques, enseignants et ouvriers des grandes entreprises industrielles (notamment dans la région de Haïfa, au nord du pays), ont suivi comme un seul homme.

Mercredi 3 juillet : La Centrale syndicale essaie de minimiser le mouvement pour essayer d'en empêcher le développement. Elle déclare avoir vérifié sur le terrain que "le mouvement avait été suivi sans enthousiasme". Qu'en conséquence, elle n'a pas l'intention de recourir de nouveau à la grève générale, et qu'elle préfère la voie de la négociation. Elle essaie de démobilitiser l'attention des travailleurs sur "le dialogue renoué" avec le gouvernement.

2ème semaine

Mardi 9 juillet : les tentatives de l'Histadrout pour démobilitiser les travailleurs sont un échec : les employés des Compagnies de Téléphone, de l'Electricité, de la Marine marchande se sont mis en grève illimitée. Les fonctionnaires arrêtent le

travail pendant 3 heures. La situation peut se généraliser rapidement. L'Histadrout reconnaît les grèves du bout des lèvres et s'alarme : le "calme exemplaire" de la semaine précédente devient : "les dangers d'un débordement existent réellement" (Israël Kessar, secrétaire général de la Centrale). L'inquiétude des dirigeants de cette organisation est d'autant plus manifeste que la contestation vise désormais autant le gouvernement que l'Histadrout. Les ouvriers accusent de "mollesse" et de "collusion" la Centrale Syndicale et le gouvernement.

Mercredi 10 juillet : l'Histadrout est de plus en plus soumise aux pressions d'une "base" particulièrement combative. Les comités de travailleurs restent sur des positions très radicales. Ce même soir, le premier ministre travailliste, Shimon Pérès, veut expliquer son plan d'austérité au cours d'une émission télévisée. Il est purement et simplement privé de paroles : les techniciens décident d'entrer en grève au moment de l'émission. L'Histadrout soutient pleinement cette grève pour paraître "anti-gouvernement" et tenter ainsi de regagner la confiance des ouvriers.

Jeudi 11 juillet : les ouvriers veulent entreprendre immédiatement une grève illimitée. L'Histadrout parvient à annuler à la dernière minute la grève qui devait paralyser les ministères et l'administration et à faire reculer le principe de grève générale (le mot "illimité" disparaît par la même occasion) au dimanche 14.

3ème semaine

Mercredi 17 juillet : une semaine de tractations, négociations, promesses, tergiversations occupent le terrain à la place de la lutte, la démobilitise. Le mouvement s'arrête sur quelques "adoucissements" dérisoires des mesures : des "allocations spéciales" seront versées, différemment selon les secteurs pendant 6 mois. Les autres mesures (austérité drastique et licenciements massifs dans la fonc-

tion publique) demeurent.

15 jours riches d'expériences

Ainsi, le gouvernement, le patronat et le syndicat ont réussi in extremis à éviter la première grève générale illimitée qu'Israël aurait connue. Ils ont gagné la première manche, mais les leçons de ce mouvement de 15 jours les dépassent déjà :

- le prolétariat en Israël s'est affronté au premier gouvernement d'union droite-gauche qu'il ait eu -gouvernement mis en place il y a moins d'un an et déjà remis en cause. Les ouvriers voient dans ce pays, comme les autres ouvriers d'Europe, que gauche et droite sont leurs ennemis.

- il a remis dans les faits en question l'encadrement syndical traditionnel.

Et ce mouvement est d'autant plus significatif qu'Israël est un pays qui vit en état de guerre permanent depuis quasiment sa naissance. Le prolétariat y a été embrigadé derrière le mythe de la sauvegarde de l'Etat sioniste, du "danger permanent de l'agression arabe", depuis son origine.

A travers cette confrontation, à travers sa lutte contre les mesures économiques, les ouvriers d'Israël ont montré à leur bourgeoisie comme à celle du bloc occidental qu'elles devront à présent compter avec les réactions des ouvriers quand elles prendront des mesures économiques et guerrières.

Le prolétariat en Israël a montré qu'il existait et qu'il n'avait pas les mêmes intérêts que sa bourgeoisie. Il a montré bien plus : c'est que ses intérêts de survie sont CONTRE ceux de sa bourgeoisie.

Il a battu ainsi en brèche l'idée fausse que, la guerre au Moyen-Orient opposerait la "nation sioniste bourgeoise" (donc sans doute avec des "ouvriers sionistes bourgeois") à une "nation prolétarienne" (donc sans doute avec des "bourgeois palestiniens prolétariens !").

Les ouvriers en Israël, en se battant pour leurs propres intérêts de classe contre leur bourgeoisie montrent que le problème, aujourd'hui plus que jamais, ne se pose pas entre "nation bourgeoise impérialiste" contre "nation prolétarienne opprimée", mais classe contre classe dans toutes les nations du monde, y compris au Moyen-Orient.

AFRIQUE DU SUD MALGRE LA REPRESSION, LES LUTTES OUVRIERES SE DEVELOPPENT

Depuis plusieurs mois, les tensions sociales en Afrique du Sud s'aiguisent de manière inexorable, entraînant dans le tourbillon des émeutes des couches entières de la population et dans les grèves des centaines de milliers d'ouvriers et plus particulièrement les mineurs.

Des émeutes quotidiennes embrasent toute la région de Johannesburg. Ces émeutes répondent à la violence des conditions de vie totalement insupportables dans ces cités-bidonvilles. Les mesures prises par le gouvernement à cause de la récession économique (hausse de loyers, électricité), le taux de chômage extrêmement fort en constituent la toile de fond. Elles répondent, avec leurs faibles moyens, à la bestialité des forces de l'ordre composées de 46000 policiers et 83000 militaires. Celles-ci investissent des zones entières et les mettent en état de siège permanent. Elles pénètrent avec leurs blindés, effectuant des raids, dispersant les manifestants à coups de balles en caoutchouc, laissant à chaque fois des dizaines de morts dont les enterrements sont aussi le théâtre d'affrontements sanglants. Depuis un an, on a recensé officiellement 500 morts.

Début juillet, la cité de Duduza était quadrillée par la police ; l'administration locale a démissionné pour ne pas être accusée de collusion avec les autorités. Dans nombre de cités, la population expulse tous ceux, qu'ils soient noirs ou blancs, soupçonnés d'être des informateurs de la police ;

Face à la poigne de fer de l'Etat Afrikaner, les réponses des émeutiers sont loin de suffire (contre les tanks et les blindés, on a vu des manifestants jeter des pierres...) ; la population n'arrive pas à briser le cadre infernal de la répression ; ces émeutes ne peuvent trouver de débouché que sur le terrain du renforcement et de l'organisation des ouvriers en lutte, capables de para-

lyser la production, d'organiser et d'unifier l'auto-défense des luttes et des quartiers ouvriers

Il y a en Afrique du Sud, premier exportateur mondial d'or plus de 500 000 mineurs. Les conditions de travail et de survie sont d'une sauvagerie et d'une bestialité qui défient l'imagination : obligés de travailler à plus de 2000 mètres de profondeur, ils sont complètement détruits physiquement par la pression et le manque d'oxygène qu'ils subissent. Ils travaillent six jours par semaine, onze mois par an pour un salaire moyen de 1700 F mensuel. Parqués dans des baraquements sordides, ils sont interdits de relation sexuelle, séparés de leurs femmes et enfants. A chaque déclenchement de grève, la bourgeoisie sud-africaine répond par des licenciements massifs, renvoyant les ouvriers du jour au lendemain, dans les régions les plus pauvres, les homelands, parcs de réserve de main-d'oeuvre où elle puise selon ses besoins.

Les grèves qui secouent les mines d'or, de cuivre et de platine (nous ne parlerons que de celles survenues depuis mai 85), portent essentiellement sur des revendications salariales :

- début mai 85, la compagnie Anglo-American licencie 16 000 mineurs à la suite d'une grève déclenchée par le refus de 700 d'entre eux d'exécuter des travaux pour lesquels ils n'étaient pas payés. Cette mine regroupe plus de 43 000 mineurs. Lors de l'annonce des licenciements, 2000 mineurs ont refusé de quitter les lieux ; la Direction refusait les augmentations de salaires.

- fin mai, 9000 mineurs de la mine d'or de Blyvooruitzicht, à l'ouest de Johannesburg se sont mis en grève contre le licenciement de deux délégués syndicaux. Des affrontements ont éclaté avec les forces de police chargées de déloger les piquets de grève. Il y a eu des arrestations. Le NUM, quant à

lui, continue de négocier.

- début juillet, la police et l'armée ont investi la cité noire de Tembisa, à l'est de Johannesburg pour procéder à des perquisitions.

- 20 000 Mineurs des mines d'or de la compagnie Genkor en grève depuis le 30 juin ont repris le travail après la menace de licenciements.

- dans une mine de platine, au nord-est de Johannesburg, 3 Mineurs ont été tués et quatre blessés lors d'un conflit sur les revendications salariales.

- 1150 employés de deux entreprises d'Ingénierie au sud de la même ville, ont été licenciés pour avoir déclenché des grèves sur les revendications salariales.

Toutes les grèves sont considérées comme illégales. Le NUM (syndicat des mineurs noirs, reconnu officiellement en 1982 après les grèves spontanées) ne regroupe que 100 000 mineurs ; il a énormément de mal à encadrer le surgissement des grèves. Il négocie avec le gouvernement l'abolition de certaines lois raciales, axant toutes ces campagnes sur le problème de l'anti-apartheid. Aujourd'hui, pour tenter d'endiguer le flot montant des grèves, il est obligé d'appeler à une grève générale pour début août dans 18 mines d'or et 11 mines de charbon.

Malgré les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles se battent les ouvriers sud-africains, ceux-ci savent qu'il n'y a qu'en luttant qu'ils peuvent sauver leur peau. Seul le renforcement de leur combat, leur capacité à s'unifier, à s'auto-défendre pourra freiner la répression et les attaques de la bourgeoisie.

P.F

IRAN LA LUTTE DE CLASSE CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE

Le black-out de la bourgeoisie sur les luttes fait que nous venons juste d'apprendre que d'importants mouvements secouent l'Iran depuis 1984. L'importance de ce fait pour le mouvement international de la classe se trouve non seulement dans les luttes elles-mêmes, mais aussi dans les conditions particulières dans lesquelles elles se déroulent : prolétariat sans grande tradition et expérience, isolé dans un pays sous-développé et qui a traversé la défaite des luttes massives de 1978, des années de terreur brutale contre toute la population et quatre ans de guerre impérialiste.

Une vague de grèves spontanées a éclaté en été 1984 -plus de cent luttes en l'espace de six mois- sur les questions du chômage, des baisses de salaires et les augmentations de cadences, et a vu la formation des assemblées ouvrières et des expressions limitées de solidarité. 20 000 sidérurgistes à Ispahan ont fait grève de nombre à janvier contre les licenciements. A Tide, les ouvriers sont partis en grève contre des réductions de salaires destinées à payer les impôts de guerre ; à l'usine Starlite contre des cotisations pour l'utilisation de la crèche ; à l'usine Canada Dry, également contre une réduction de salaire. A Madar, les ouvriers sont partis en lutte contre la perte d'un jour férié par semaine, mais la lutte s'est vite élargie, afin d'inclure la revendication de la ré-embau-

che d'ouvriers combattifs licenciés pour fait de grève et autres revendications. A l'usine de céramiques d'Ir-Perselan, la grève était contre la diminution de la pause de midi.

Comme dans d'autres Etats fragiles, la bourgeoisie a répondu, soit en cédant -à Ir-Perselan, Starlite ou Tide- soit par la répression brutale. A Ispahan, les ouvriers ont répondu à l'emprisonnement de grévistes en prenant en otage la direction, avant que les Pasdarans ("la garde révolutionnaire" de Khomeiny), n'aient pris d'assaut l'usine, tuant dix ouvriers. A Canada Dry, les ouvriers ont refusé les ordres des Pasdarans, de reprendre le travail à cause de la guerre, sous la menace d'exécutions. Les Pasdarans ont pris l'usine d'assaut à coups de gaz lacrymogènes et de balles ; les ouvriers se sont défendus, et après encore une semaine de grève l'assemblée ouvrière a soulevé la revendication de la liberté pour les prisonniers politiques. Menacés de prison par la direction, les ouvriers de Madar ont répondu : "La prison ne nous fait pas peur."

Nos vies de misère aujourd'hui ne valent pas mieux" D'autres luttes ont été menées directement contre la terreur, par exemple à Iran-do-Charkh où l'assemblée a lancé la grève contre l'arrestation des ouvriers, et a trouvé un soutien des ouvriers dans deux autres usines ; à Belmont, les ouvriers ont réussi à résister à une tentative de les empêcher

de communiquer pendant les repas.

La vague de grèves continue, avec également beaucoup de luttes courtes, dans les usines automobiles, par exemple. La réponse de la bourgeoisie locale a deux volets et les deux montrent sa solidarité face à la lutte de classe :

- en plus de la répression appliquée par les pasdarans et la police secrète, les deux gouvernements en guerre, mais surtout celui de l'Irak, ont accentué leurs bombardements des quartiers civils dans le but évident de terroriser le prolétariat. Les ouvriers sont pris entre les bombes irakiennes et les Pasdarans qui les empêchent de s'échapper ;

- en même temps, certaines fractions de la bourgeoisie en Iran poussent le régime de Khomeiny à s'extirper de la guerre en s'alignant plus explicitement sur l'occident. Non seulement des ouvriers ont refusé de faire des sacrifices pour la guerre (à Tide, à l'usine Canada Dry), mais il y a aussi des manifestations (Téhéran, Baneh) où surgissent des slogans contre la guerre, et une augmentation dans la résistance à la conscription, et dans les désertions sur les champs de bataille.

Ainsi, même dans ce pays sous-développé qui connaît non seulement une misère sans bornes mais aussi le joug terrible de la guerre, la classe ouvrière réagit et se bat.

(D'après WORLD REVOLUTION No 3)

MOYEN-ORIENT

LA SYRIE, NOUVEAU PION FORT DU BLOC OCCIDENTAL

● Pendant plus de deux mois, les médias nous ont donné en spectacle les images de deux drames dont le Liban a été le théâtre : celles d'une tragédie avec les massacres de la guerre des camps, celles d'une épopée rocambolesque avec l'affaire des otages de Beyrouth. Ce qui ressort à l'évidence, d'un tel battage, c'est le rôle central qu'occupe désormais la Syrie au Liban. Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les médias occidentaux le développement de l'influence syrienne au moyen-orient, loin de signifier un quelconque affaiblissement du bloc américain, signe en fait la prise en main de plus en plus efficace par ce bloc de cette région du monde. Avec l'intégration complète de la Syrie dans le bloc américain, c'est une position de force que gagne celui-ci face à la nécessité de mettre au pas l'Iran qui constitue une position fondamentale dans la stratégie d'encerclement de l'U.R.S.S. par le bloc U.S. Tel est l'enjeu de la stabilité au Liban sous la tutelle de la Syrie.

Si on raisonne, comme s'y emploie la presse bourgeoise, en termes de puissance soutenue telle ou telle faction en fonction d'"affinités idéologiques" (droite contre gauche, par exemple), on ne peut pas démêler le noeud gordien que constituent les multiples conflits de cliques au moyen-orient où le jeu des alliances se renverse suivant les moments et les circonstances. Ainsi, hier, on nous présentait la Syrie comme le maître d'oeuvre du terrorisme international (on se souvient par exemple, comment les médias occidentaux ont désigné l'Etat syrien comme responsable de l'attentat de la rue Marbeuf en 1982). Aujourd'hui, on voit le gouvernement français "passer l'éponge" et soutenir l'initiative U.S. de faire appel au rôle médiateur de la Syrie dans le renouvellement de l'affaire des otages : "Il faut se rendre à l'évidence, a déclaré le ministre au cours de l'émission de TF1 "Sept sur sept" : la Syrie prend de plus en plus d'importance dans le Proche-Orient et au Liban en particulier. Nous le savions déjà, nous savions que le gouvernement [du président Amine] Gemayel avait des relations privilégiées avec Damas, que la présence syrienne se faisait sentir, surtout au nord du Liban. Maintenant, du point de vue international, la démonstration en est faite".

"Il faut donc à cet égard faire preuve de réalisme, c'est ce qu'ont fait les Américains, c'est ce que nous avons fait nous aussi" (R. Dumas, Le Monde du 30 juin).

Si, jusqu'au début des années 80 la Syrie pouvait se permettre de jouer au moyen-orient tantôt la carte russe, tantôt la carte US, il n'en est plus de même aujourd'hui. Devant la nécessité de remettre au pas l'Iran, le bloc occidental ne pouvait plus tolérer la situation d'instabilité au Liban, alimentée par les fluc-

tuations de la Syrie. De ce fait, l'invasion du Liban par l'armée israélienne en 1982 devait marquer un tournant dans la situation au moyen-orient : d'une part Israël, en portant un coup décisif contre les positions syriennes dans la Bekaa (82 avions syriens ont été abattus contre 0 pour Israël) faisait la preuve de la supériorité militaire du bloc U.S. face au bloc russe, fournisseur des armements syriens ; d'autre part, l'envoi de la force multinationale au Liban ou la présence de la flotte américaine au large de Beyrouth avait valeur d'ultimatum adressé à la Syrie : soit celle-ci se soumettait au diktat US, soit elle s'exposait aux représailles. Comme on fait dire au proverbe : "Mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade". En ce sens, le retrait de la force multinationale du Liban n'est pas seulement le résultat de la victoire du bloc US dans les négociations avec la Syrie. Au même titre que l'Egypte et Israël hier, la Syrie y a trouvé son propre compte. En se soumettant au bloc le plus puissant, elle se vendait aussi au plus offrant : en réintégrant le bloc US, la Syrie pouvait asséoir son hégémonie au Liban (au même titre que l'alignement de l'Egypte sur les USA après 1973 avait constitué pour elle le meilleur moyen de récupérer le Sinaï). Ainsi l'alignement de chaque pays derrière son bloc de tutelle dans le cadre des objectifs stratégiques de celui-ci se fait en fonction de ses propres intérêts et appétits particuliers. Et les USA, avec leur puissance militaire et économique, sont les mieux placés pour satisfaire ces appétits.

On voit donc que ce qui justifie le jeu des alliances au moyen-orient ce ne sont pas les affinités idéologiques entre tel Etat et telle grande puissance, comme voudrait nous le faire croire la propagande bourgeoise, mais bien des intérêts impérialistes que défendent tous les Etats, petits ou grands, au moyen-orient. En effet, ce qui vaut pour les grandes puissances vis-à-vis de la Syrie, vaut également pour la Syrie vis-à-vis des différentes factions libanaises.

C'est le même type de politique impérialiste que mènent, à leur échelle, les micro-puissances locales au Liban. Aucune faction libanaise n'est liée sur le plan idéologique à tel ou tel pays. On a vu ainsi, la Syrie soutenir tantôt les Chrétiens contre les Druzes et les Palestiniens (en 1977), tantôt les Druzes contre les Chrétiens. Lors du premier massacre de Sabra et Chatila en 1982, la Syrie soutenait les Palestiniens contre les Phalanges chrétiennes appuyées par Israël.

Aujourd'hui elle les massacre via les milices chiites Amal. Sur les champs de bataille libanais, c'est aujourd'hui la Syrie qui tire les ficelles de toutes les querelles intestines entre factions locales. Il s'agit pour elle de diviser pour mieux régner, afin de faire valoir qu'elle seule est à même de ramener la paix intérieure au Liban. Et pour cela, il lui fallait avec le concours de son tuteur, le bloc US, trouver une occasion de redorer son blason quelque peu terni par sa responsabi-

lité dans le "nettoyage" des camps. Cette occasion lui a été largement donnée, comme on l'a vu, avec les otages de Beyrouth où les médias occidentaux lui ont décroché un premier rôle sur la scène internationale. En apparaissant comme le "libérateur" des otages, la Syrie se montrait ainsi comme un partenaire -le plus important- avec lequel on peut compter pour "ramener l'ordre" au Liban. La "pax americana" au moyen-orient passe aujourd'hui par une "pax syriana" au Liban.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions ! L'hégémonie de la Syrie au Liban n'a rien à voir avec le maintien d'une paix réelle et durable au moyen-orient. Non seulement les conflits de cliques vont continuer à jouer, mais de plus la stabilité au Liban n'est qu'une condition importante pour permettre au bloc américain d'avancer dans son offensive impérialiste, et en premier lieu contre l'Iran. Ainsi, d'une part, ce bloc continue à maintenir sa pression militaire sur l'Iran par le surarmement de l'Irak (en particulier grâce à la France) et l'intensification des bombardements des villes iraniennes, ce qui ne cesse de renforcer l'opposition "contre la guerre, Khomeiny et les pasdaran" (slogan d'une manifestation populaire le 10 avril à Téhéran).

D'autre part il n'hésite pas à mettre en oeuvre toute une série de campagnes idéologiques destinées à dénoncer le terrorisme de l'Etat iranien sur la scène internationale. L'affaire des otages de Beyrouth a été, en ce sens, parfaitement exploitée par toute la presse occidentale qui ne s'est pas privée de rappeler, à l'occasion, l'affaire des otages de Téhéran en 1979-80 (cf. par exemple le titre du Washington Post le 18 juin : "La prise d'otages de la TWA ressuscite le spectre des otages de Téhéran" et le New York Times : "Les otages de l'Iran : des parallèles inquiétants"). Par ailleurs, l'Iran est clairement désigné comme responsable de cette prise d'otages à travers l'accusation portée par les médias US tantôt contre le Jihad Islamique, tantôt contre les Chiites pro-iraniens du parti libanais Hezbollah.

De même, le 8 juillet, Reagan place l'Iran au premier plan des "Etats terroristes engagés dans des actes de guerre contre le gouvernement et le peuple des USA" et ajoute : "selon le droit international, tout Etat victime d'actes de guerre a le droit de se défendre".

Toute cette campagne menée contre l'Iran visait donc à préparer le terrain à une nouvelle avancée du bloc US face au bloc russe, avancée qui passe nécessairement par la reprise de contrôle de la forteresse iranienne.

Ainsi, la "pax americana" instaurée au Liban d'abord via Israël et maintenant via la Syrie, ne sert qu'à masquer les visées bellicistes de l'impérialisme US. Comme le disait déjà la Gauche Communiste de France au lendemain de la deuxième guerre mondiale : "Il n'existe pas une opposition fondamentale en régime capitaliste entre guerre et paix (.) Il serait erroné de voir dans la guerre un phénomène propre négatif par définition, destructeur et entrave au développement de la société, en opposition à la paix qui, elle, sera présentée comme le cours normal, positif, du développement continu de la production et de la société (.) A l'époque du capitalisme décadent, la guerre au même titre que la paix [souligné par nous] exprime cette décadence et concourt puissamment à l'accélérer." (Rapport à la conférence de juillet 1945 de la G.C.F.) Avril

BLOC IMPERIALISTE DERRIERE LES U.S.A. L'EUROPE RESSERRE LES RANGS

● Lors du sommet de Bonn d'avril dernier, où Reagan présentait le programme militaire IDS (Initiative de Défense Stratégique) américain, appelé "guerre des étoiles", programme de 26 milliards de dollars de développement de l'armement, Mitterrand jetait sa grande phrase : "Il n'est pas question que la France participe en tant qu'Etat à l'initiative de défense stratégique pronée par les Etats-Unis". Et de présenter le projet Euréka, prétendument destiné à des objectifs "plus civils que militaires", prétendument axé vers le développement de l'industrie, à travers l'aide aux secteurs de pointe : Euréka ne serait qu'un programme technologique européen censé concurrencer les Etats-Unis et le Japon au niveau industriel, dans le cadre d'une guerre "économique" qui sortirait l'Europe de la crise. Le PDG de Matra, spécialisé outre l'automobile dans la fabrication des missiles a été clair au salon du Bourget : "(...) opposer Euréka à la "guerre des étoiles" est une ineptie, les programmes sont complémentaires (souligné par nous)". En effet, Euréka et IDS sont complémentaires et nullement contradictoires. La soi-disante opposition entre les deux n'a qu'une valeur mystificatoire pour tenter de cacher la réelle accélération des préparatifs guerriers de la bourgeoisie occidentale, dans la perspective d'affrontement généralisé contre le bloc impérialiste concurrent, le bloc russe.

En quoi consiste Euréka ? L'Etat français y a défini trois priorités : la défense, la recherche et l'informatique. Avec déjà 150,2 milliards de francs alloués au budget de la défense, le gouvernement "socialiste" compte encore une augmentation de 3 % par an de ce budget, un des rares secteurs qu'il entretient grassement. Pour ce qui concerne la recherche et l'informatique, rien n'est plus faux de croire que la classe ouvrière puisse voir ses conditions de vie s'améliorer grâce à leur développe-

ment. Ces deux secteurs sont déjà dirigés dans leur plus grande partie vers l'économie de guerre, vers la production d'armements de plus en plus sophistiqués (ainsi par exemple, le gouvernement veut mettre au point un avion de combat à commande de tir vocale !); voilà la réalité du "développement des nouvelles technologies" : l'accentuation des préparatifs guerriers, sous la houlette des Etats-Unis.

Dernière la mise en scène qui vise à jeter de la poudre aux yeux, on ne peut que constater la facilité avec laquelle Mitterrand le "dissident" de l'Alliance Atlantique a réussi à "rallier" tous les Etats européens derrière Euréka, de même que le silence américain dans cette affaire. Mais le grand frère US était sûr de son coup : l'Europe de la bourgeoisie "forte et indépendante" à venir est le produit de sa politique internationale. Reagan lui-même prône à grands cris "Europe, lève-toi !", c'est à dire : "Lève-toi pour te préparer à te battre derrière tes Etats nationaux, derrière ton bloc, contre le bloc adverse !". Voilà le message : resserrement des pays européens derrière les intérêts stratégiques unitaires du bloc occidental, partage du travail et de l'effort de guerre. Le rôle de la France, 3ème puissance unitaire mondiale, 2ème du bloc, est d'impulser cette perspective en Europe.

L'Etat français vient ainsi de débloquent un milliard de francs pour développer la technologie militaire dans le cadre d'Euréka. Par là, il montre l'exemple aux pays européens : il est nécessaire que chacun supporte à présent l'effort de guerre, que tous le financent et plus les seuls Etats-Unis. Euréka est le complément économique au niveau européen de l'IDS et participe entièrement du resserrement global au sein du bloc US. L'indépendantisme du type De Gaulle, qui a été une réalité dans les années 60, n'est plus possible aujourd'hui : tout le monde doit se ranger derrière la tête

du bloc et obéir à ses exigences.

Mais la France ne se contente pas de montrer le chemin économique, c'est aussi au niveau stratégique et militaire qu'elle est à la pointe des intérêts de son bloc en Europe.

Au niveau stratégique, la mise en place du "parapluie" nucléaire français sur la RFA qui est projetée est le parfait complément en Europe de la stratégie américaine. La vocation de ce "parapluie" est de pouvoir répondre à une éventuelle attaque russe sur le territoire de la RFA, réponse que les USA ne peuvent se permettre de par leur type d'armement. Ainsi le rapport du PS intitulé "Sécurité de l'Europe" signale : "(...) la France a un intérêt essentiel, qui va en s'accroissant, à ce que sa dissuasion globale et sa défense s'exercent avec efficacité au profit de l'Europe occidentale, et d'abord au profit du territoire le plus avancé et le plus vulnérable de l'Europe, mais également l'ennemi de la France, à savoir le territoire de la RFA" (souligné par nous). On ne peut parler plus franchement : il s'agit de la préparation à un conflit mondial dont le front est désigné, la RFA, et au-delà du front, l'ennemi : le bloc russe.

Non content de payer l'effort de guerre, de compléter la stratégie US, l'Etat "socialiste" a, de plus, déjà organisé son armée pour défendre au mieux les intérêts de son bloc. Ainsi la FAR (Force d'Action Rapide), c'est à dire une armée de 54 000 hommes dotés du matériel militaire le plus sophistiqué et diversifié dont la vocation est de pouvoir intervenir le plus rapidement possible, est le pendant de la fameuse "Force d'Intervention Rapide" américaine qu'on a vu faire ses preuves il y a deux ans dans l'île de la Grenade.

L'obédience française au bloc est totale et la bourgeoisie occidentale n'a pas attendu de parler d'IDS et d'Euréka pour se lancer de manière résolue dans un programme dont le but avoué est la guerre mondiale.

Ce n'est plus ailleurs seulement que les tensions guerrières s'accroissent, elles se précisent en Europe même, au coeur du capitalisme mondial. Les deux grands requins impérialistes de l'Est et de l'Ouest affutent leurs armes et les dirigent clairement vers le centre des enjeux.

POLEMIQUE AVEC LE F.O.R.

(suite de la p.8)

ce même milieu. Nous ne nous attarderons pas ici sur la caractérisation de cette faiblesse dans la classe ouvrière et le milieu révolutionnaire (7), mais nous nous devons d'insister sur le phénomène de dé-simplification des révolutionnaires dans le combat de leur classe dont elle s'accompagne, et cela à un moment où la participation de l'ensemble des forces révolutionnaires est plus que jamais nécessaire pour aider à éclore ce que la bourgeoisie veut étouffer.

SUSCITER LE REGROUPEMENT DES PROLETAIRES

"Une des principales armes qu'emploient les syndicats est l'arme des "journées d'action", pas pour mobiliser les ouvriers sur des mystifications syndicales comme ils le faisaient dans les années 70, ça ne marche plus, mais pour occuper le terrain, pour ôter toute initiative aux ouvriers, les déboussoler et les démoraliser en essayant de leur faire entrer dans la tête que la lutte ne paie pas." (8)

Cette stratégie de la bourgeoisie en France, connaît une certaine efficacité puisqu'elle lui a permis que, depuis quelques mois, ne se développe pas de lutte majeure dans ce pays, malgré la volonté de lutte profonde, le mécontentement généralisé, la défiance vis-à-vis de la gauche et des syndicats. La tâche des révolutionnaires dans cette situation, est d'œuvrer à ce que la méfiance légitime des ouvriers vis-à-vis des syndicats, se transforme en autre chose que le mécontentement et la colère individuels. Contre la division secteur par secteur, usine par usine, que veulent créer ces journées d'actions, contre l'atomisation qu'elles visent à entretenir, en maintenant chaque ouvrier chez lui, à l'écart de ces parodies de lutte, les révolutionnaires doivent opposer la nécessité du regroupement des ouvriers pour rompre l'isolement, pour construire l'unité pour la lutte. Les révolutionnaires doivent appeler les ouvriers à ne pas attendre pour réagir le plus collectivement possible. Pour ce faire, ils ne doivent pas craindre d'appeler les ouvriers à utiliser toutes les possibilités de rassemblement, y compris les manifestations organisées par la bourgeoisie, soi-disant pour la défense de leurs intérêts économiques, contre les licenciements, contre les salaires de misère... en réalité, destinées à les diviser et les écœurer de la lutte.

Les révolutionnaires ne font pas dépendre l'appel et leur propre participation à ces manifestations, de la possibilité immédiate de les transformer, mais dans chacune d'entre elles, défendent des orientations de lutte contre les mots d'ordre et l'action des syndicats. C'est là, entre autre, que se mène le combat contre les syndicats, et toute la bourgeoisie de façon très concrète et au niveau le plus immédiat. C'est dans cette confrontation que les révolutionnaires doivent s'inscrire pleinement, pour la faire aboutir dans le sens d'un dégagement de l'emprise des syndicats, d'un développement de la lutte à un niveau supérieur, de la marche vers la grève de masse.

Ainsi notre polémique avec le FOR n'a pas pour but de "le piétiner rageusement" (4) mais de le pousser tout comme l'ensemble du milieu révolutionnaire, à prendre sa responsabilité dans les luttes immédiates de la classe ouvrière. "Cracher sur ceux qui orientent les mobilisations ouvrières vers la plus plate acceptation de l'ordre existant, à Citroën comme au Creusot, à Longwy comme en Allemagne, aux Etats-Unis comme en Espagne", comme le proclame le FOR (2) ne suffit pas, même s'il faut le faire, et nous le faisons. Il faut les combattre directement, sur le terrain où eux-mêmes font obstacle aux luttes de la classe ouvrière.

Encore une fois, nous insistons, cette confrontation ne peut être contournée, évitée. C'est au cours de celle-ci que la classe renforce sa résistance à l'attaque présente, qu'elle forge sa conscience et son organisation pour les luttes de demain. C'est vers cet objectif de renforcement des luttes présentes, pour leur extension, vers la grève de masse et leur généralisation internationale que doivent converger toutes les énergies révolutionnaires.

RI

N.B. : Lorsque dans la présente polémique, nous insistons sur les faiblesses dans le milieu révolutionnaire, ce n'est pas pour "écarter" les groupes qui s'en feraient plus particulièrement les porteurs. C'est tout le contraire, conscients de la place déterminante des organisations révolutionnaires, du rôle fondamental pour lequel la classe les a fait surgir et qu'elles doivent absolument assumer, nous voulons contribuer à la clarification des divergences qui existent dans leur ensemble, pour le renforcement de tout le milieu révolutionnaire. Dans ce sens, nous saluons la publication par le FOR du 1er numéro de sa Revue, "L'arme de la critique", orientée vers le débat dans le milieu révolutionnaire, comme une contribution à cet effort.

Notes :

- (1) Ferment Ouvrier Révolutionnaire, qui publie, en France, "Alarme" et "l'arme de la critique"
- (2) - "Le FOR, juge et arbitre de la lutte de classe" dans R.I. N° 129
- (3) - "Le FOR persiste et signe" dans Alarme N° 28
- (4) - Voir Revue Internationale N° 42
- (5) - Syndicats respectivement anarchiste et lié au PC espagnol.
- (6) - voir la réponse que nous avions faite dans la Revue internationale n°20 : "Réponse à nos ce censeurs"
- (7) - Revue internationale n° 40, 41 et 42
- (8) - Revue internationale n° 42. "Simultanéité des luttes ouvrières et obstacle syndical."

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème:

**Contre l'attaque du gouvernement
et les manoeuvres de division des syndicats,
la riposte des ouvriers de Dunkerque**

NANTES :
Permanence le 9 août à 20h30, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.
Diffusion au marché de la Petite Hollande le 10 août de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Réunion publique le samedi 14 septembre à 17h, au 27 avenue de Choisy, 75 013, métro Porte de Choisy.
Permanences : tous les samedis du mois d'août (sauf le samedi 17) à 16h, au Bar "à la bonne bière", au coin des rues du faubourg du Temple et de la Fontaine au Roi 75 011, métro République.

TOULOUSE :
Réunion publique le 23 août à 21h, cité universitaire de l'Arsenal, bâtiment C.
Permanences tous les vendredis à 18h30 au bar "le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

Diffusion les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc, et le 2ème dimanche du mois au marché aux Puces (place St Sernin).

LYON :
Réunion publique le 23 août à 21h, à MAJO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 27 août à 18h, même adresse.
Diffusion au marché aux puces de Vaulx en Velin le 25 août à partir de 11h30.

LILLE :
Réunion publique le 14 septembre à 15h30, 23 rue des Gosselet (MNE).

ROUEN :
Permanence le 27 juillet à 16h30, à la Halle aux toiles.
Réunion publique le 14 septembre à 16h30, à la même adresse.

CONTRIBUTION A LA SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE

BI	37 F	CDW	1200 pst.
MG	50 F	EW	60 F
RR	50 F	VE	25 F
AD	50 F	Rozl	25 F
AF	40 F	MC	20 F
KR	20 DM	FD	20 F
CN	40 F	EL	20 F
RV	30 F	LA	10 F
RX	30 F	LB	50 F
FM	50 F		

TOTAL : 800 F

Lettre de nos lecteurs :

Conscient de la valeur de votre revue, de son importance croissante, face au black-out sur les informations dans les luttes, je renouvelle mon abonnement avec en prime une souscription de 80 F (je ne peux pas faire plus, les temps sont durs !). Bon courage à tous.

J. - Toulouse

SOUSCRIPTION PERMANENTE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 F, recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les numéros 6 et 7 de R.I. ancienne série, et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

ABONNEMENTS COUPLES (journal + Revue Internationale)
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F
ETRANGER PAR AVION : 190 F

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F
ETRANGER PAR AVION : 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES (Revue Internationale)
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F
ETRANGER PAR AVION : 80 F

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu, PARIS 20e
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267

BROCHURES

- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
- NATION OU CLASSE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
- PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
- ORGANISATION COMMUNISTE ET CONSCIENCE DE CLASSE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
- LA DECADENCE DU CAPITALISME
10 F + 6 F pour frais d'envoi
- LE TROTSKYISME (recueil d'articles)
Epuisé
- SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10 F + 3 F pour frais d'envoi
- L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20 F + 6 F pour frais d'envoi
- PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10 F + 3 F pour frais d'envoi
- LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30 F + 12 F pour frais d'envoi

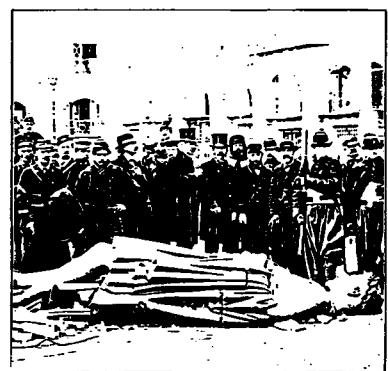
Lisez notre brochure :

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

LA PERIODE de TRANSITION DU CAPITALISME AU SOCIALISME / 1

Le dépérissement de l'Etat dans la théorie marxiste

mai 1968



C'EST DES MAINTENANT, DANS LES LUTTES, QUE SE MENE LE COMBAT CONTRE LES SYNDICATS

● Dans un précédent article (2), nous avons critiqué la cécité du FOR face à la reprise de la lutte de classe, son incapacité à rendre compte de celle-ci, et d'y intervenir activement. Nous avions alors établi un lien entre ces difficultés politiques présentes du FOR et son origine où, dès celle-ci, cette organisation fonde son existence sur la position selon laquelle la révolution découle exclusivement d'une crise sociale, et non pas de la crise économique.

Dans la réponse à cette critique (3), le FOR réaffirme ce que nous caractérisions comme une démarche idéaliste, ignorant la misère croissante, des moments de crise aiguë, qui contraignent le prolétariat à faire la révolution. Une telle position programmatique conduit le FOR, nous l'avons montré, à ne comprendre ni le cours de la lutte de classe, ses moments de défaite et ses moments de montée, ni comment se développe la conscience dans la classe ouvrière. Elle le conduit de ce fait à passer à côté, voir même à dédaigner, aujourd'hui, des expressions de la lutte du prolétariat qui, pourtant constituent autant d'expériences précieuses.

Nous ne reviendrons pas ici sur la critique des fondements de cette démarche, mais sur son aboutissement aujourd'hui, c'est-à-dire un manque objectif d'implication dans les luttes de la classe ouvrière, mais qui, hélas, ne caractérise pas en propre cette organisation révolutionnaire.

Un argument souvent opposé à cette critique d'engagement insuffisant dans la lutte de classe est que la reprise est le produit des schémas du CCI et que, même s'il existe des luttes, l'importance de celles-ci est grandement exagérée. Nous n'allons pas ici "re-démontrer" exhaustivement la reprise (voir dans ce numéro la simultanéité des luttes ouvrières dans le monde), mais rappeler dans les grandes lignes ce qui permet d'en dégager les caractéristiques essentielles.

Depuis la grève de la fonction publique en Belgique et en Hollande à l'automne 83, des grèves nombreuses ont éclaté dans les principaux pays d'Europe. Après deux ans d'un calme général de la lutte de classe, en particulier dans les principaux pays d'Europe, la classe ouvrière recommençait à lutter. Parmi les caractéristiques de ces luttes, figurent essentiellement, d'une part une simultanéité croissante d'un pays à l'autre, d'un secteur à l'autre, et, d'autre part, le cours lent de leur développement. Cette dernière provient de la nature des obstacles auxquels la classe ouvrière doit s'affronter: les syndicats et partis de gauche, à l'intérieur des luttes et dans l'opposition aux gouvernements en place, généralement de droite, qui, se prétendant pour la lutte, s'emploient en fait à la saboter de l'intérieur. La mise en place de cette tactique avait permis à la bourgeoisie de stopper la vague de luttes de la fin des années 70 et du début 80, laissant ainsi le prolétariat polonais isolé en 81. C'est le début d'usure de cette carte de la bourgeoisie, une fois passée la désorientation dans le prolétariat, qui permet la reprise actuelle. Dans un contexte où il n'est pas embrigadé, donc pas prêt à consentir des sacrifices pour ce système d'exploitation, les luttes que le prolétariat est contraint de développer contre les attaques de la bourgeoisie, plus violentes à mesure que s'approfondit la crise économique, conduisent à une usure progressive de cette carte.

Tout cela, le FOR ne le voit pas puisqu'il nie la crise économique, son approfondissement et les réactions qu'il implique dans la classe ouvrière. Le FOR ne voit pas, à l'échelle de décennies, que des périodes de lutte du prolétariat (3 depuis 68), succèdent à des périodes de stagnation, et de ce fait, il est incapable de se jeter dans la bataille en y investissant toutes ses forces au moment où il le faut. Mais aussi, ce que ne voit pas le FOR, contrairement à des minorités croissantes d'ouvriers, et ce à quoi il ne participe pas, contrairement à des secteurs entiers de la classe ouvrière, c'est à l'effort de celle-ci dans son ensemble, à travers

ses luttes, pour les étendre et les prendre en charge, contre tout ce qui l'enchaîne encore au capital, en particulier contre les syndicats.

Là où des ouvriers et des révolutionnaires encore trop peu nombreux sont interpellés par les efforts présents de la classe pour développer son combat, le FOR reste prisonnier de sa vision idéaliste qui le mène à en être spectateur.

ETRE PARTIE PRENANTE DES LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE

Pour qui s'attend à voir surgir la classe ouvrière, à tout moment, en dehors et contre les syndicats, il est effectivement exclu d'être à l'écoute et d'intervenir activement dans tout ce qui participe, en ce moment, directement d'un combat contre tout ce qui va à l'encontre du besoin de ses luttes: l'extension et l'auto-organisation. Pour qui s'attend à voir surgir sur la scène de l'histoire, une classe ouvrière pure, débarrassée de toutes les illusions que la bourgeoisie s'est efforcée, pendant des décennies, de lui faire entrer dans la tête, il ne peut être question d'envisager la maturation de la conscience de la classe ouvrière comme un processus. Un tel point de vue ne peut que laisser ses tenants complètement spectateurs, désamés et sceptiques face aux expressions multiples du combat de la classe ouvrière aujourd'hui. Le FOR exprime ça caricaturalement: "Cette conscience au sein du prolétariat est plus qu'en deçà, non seulement des possibilités historiques du communisme, mais des revendications immédiates susceptibles d'ériger la lutte vers l'unité de classe et la révolution sociale prolétarienne." (3)

Et qu'est-ce qui démontrerait un niveau de conscience aussi faible? Est-ce la stricte vision qu'en donnent les médias qui tentent de plus en plus de dissimuler d'existence même des luttes, de faire accroire que seuls les syndicats demeurent en fait les initiateurs et principaux protagonistes des luttes, et que sans eux, de lutte il n'y aurait point? On est en droit d'attendre des révolutionnaires un peu plus de perspicacité, un peu plus d'attention vis-à-vis de tout ce qui concerne les luttes de la classe, même encore prisonnières de l'encadrement de la gauche et des syndicats. La prise de conscience de la classe ouvrière, son mouvement se font dans la confrontation avec la bourgeoisie, donc principalement avec les syndicats. C'est parce que le FOR ne comprend pas ce mouvement qu'il en reste spectateur et ne s'y implique pas.

Pour comprendre comment et jusqu'à quel point, quotidiennement, dans ses luttes contre les attaques de la bourgeoisie, la classe ouvrière se dégage progressivement de l'emprise des syndicats, il faut être partie prenante de ces luttes, intervenir dans celles-ci, non pas de loin, mais directement en leur sein, en poussant toujours plus loin leurs possibilités, en alliant la mise en avant de leurs besoins à la dénonciation de l'entrave syndicale.

Il faut rompre avec cette démarche consistant à ne daigner intervenir que dans les hauts moments de la lutte de classe, délaissant par là même d'autres luttes, moins spectaculaires mais tout aussi importantes dans leur ensemble et sans lesquelles il ne pourrait y avoir d'avancée du prolétariat. Ce n'est qu'en rompant avec cette démarche qu'il est possible d'être en prise avec la réalité pour influencer sur elle. C'est seulement ainsi que les révolutionnaires pourront participer avec leur classe au dépassement de la question syndicale qui constitue une question clé pour l'extension et la généralisation des luttes dans cette troisième vague.

L'ENGAGEMENT MILITANT DANS L'AFFRONTEMENT AUX SYNDICATS

Il serait illusoire de croire, comme déjà le montre la réalité aujourd'hui, mais en particulier dans la perspective d'une accentuation de l'attaque de ses conditions de vie, et donc de sa riposte, que la classe ouvrière va avoir le champ libre pour développer ses organes unitaires de lutte sans que la bourgeoisie tente au maximum d'en empêcher le sur-

gissement ou d'en prendre le contrôle, au moyen de ses syndicats. C'est pourquoi, dans la période présente et dans les années 80, en France et en Europe, la classe ouvrière et les révolutionnaires en son sein, ne peuvent pas faire l'économie d'une confrontation permanente avec la gauche dans l'opposition qui investit, pour essayer de le pourrir, le terrain même de la classe ouvrière, les usines et la rue. Les exemples qui l'illustrent ne manquent pas (4). En Grande-Bretagne, durant la grève des mineurs, la jonction avec d'autres secteurs en grève se heurte aux manoeuvres du NUM en particulier, syndicat des mineurs avec Scargil à sa tête, qui travaille à enfermer la lutte dans la corporation. En Espagne, le début d'auto-organisation dans les Postes à Barcelone, se heurte au travail de sabotage des syndicats CNT et CCOO (5), qui s'emploient à saboter les assemblées générales. Partout la radicalisation des partis de gauche et des syndicats, dans tous les pays "démocratiques", et même dans des pays "moins démocratiques" quand la bourgeoisie ne peut plus maintenir l'ordre avec la seule répression (Pologne) n'a d'autre signification que cette préparation politique pour être en mesure de pouvoir prévenir et encadrer de puissantes poussées de la classe ouvrière. Celle-ci peut-elle se passer de ses minorités révolutionnaires, dans sa riposte aux attaques capitalistes, pour faire échec, concrètement sur le terrain, à ces manoeuvres politiques, pour appuyer le plus possible les potentialités du mouvement?

Là où en 79, le 23 mars, le CCI appelait les ouvriers de tous les secteurs à participer à la manifestation sur Paris des sidérurgistes, quela CGT avait été contrainte d'organiser pour n'être pas débordée par la poussée ouvrière, le FOR voyait de l'opportunisme (6). Pour n'être pas opportuniste, le CCI aurait alors dû, comme le FOR, se contenter, par exemple, d'être présent dans la manifestation avec un tract de dénonciation des manoeuvres syndicales. Depuis et à de nombreuses reprises, le CCI a appelé les ouvriers de tous les secteurs à participer à des manifestations organisées par les syndicats, pour les transformer. Ce fut le cas, en France, le 13 avril 84 pour la manifestation des sidérurgistes, le 10 mai 85 pour les licenciements dans les usines Renault, le 30 mai 85 pour la marche des chômeurs organisée par le syndicat Pagat, pour les nombreuses journées d'action ponctuelles organisées par les syndicats. A chaque fois, le souci et la démarche du CCI ont été fondamentalement les mêmes: ne pas laisser les mains libres à la bourgeoisie, que ce soit pour tuer un mouvement existant ou pour l'empêcher d'éclorre alors qu'il est mûr; ne pas laisser celle-ci investir sans se défendre, le terrain de la lutte de classe. A chacune de ces occasions, le CCI, dans ses tracts, s'est employé à dénoncer la démarche des syndicats, à pousser dans le sens de la transformation de ces journées d'enterrement de la lutte ou de non lutte, en des journées de lutte, et de mobilisation des ouvriers. A aucun moment, le CCI n'a entretenu l'illusion, de par le contenu de son intervention, qu'il était possible de faire quelque chose derrière ou à côté des syndicats. De quoi donc faut-il parler? Soit de l'opportunisme du CCI, soit de son engagement militant dans le combat de la classe ouvrière et de l'accadémisme du FOR. La question n'est donc pas, comme semble le croire le FOR (2) que nous le critiquerions parce qu'il oserait mettre le doigt sur les faiblesses de la classe. La critique s'adresse à son incapacité à ne rien voir d'autre que les faiblesses de la classe ouvrière, en particulier d'ignorer les moyens pratiques de leur dépassement ainsi que le rôle concret des révolutionnaires pour y parvenir.

Qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions: il ne s'agit pas ici pour nous, de nous attribuer des satisfécit et de blâmer le FOR. Notre intervention a connu beaucoup de faiblesses et celles-ci s'expliquent, tout comme l'extrême difficulté des groupes du milieu prolétarien à s'inscrire dans les luttes présentes, par le poids du conseilisme dans

(suite p. 7)

REVOLUTION INTERNATIONALE est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont délogées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes:

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative: socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.